

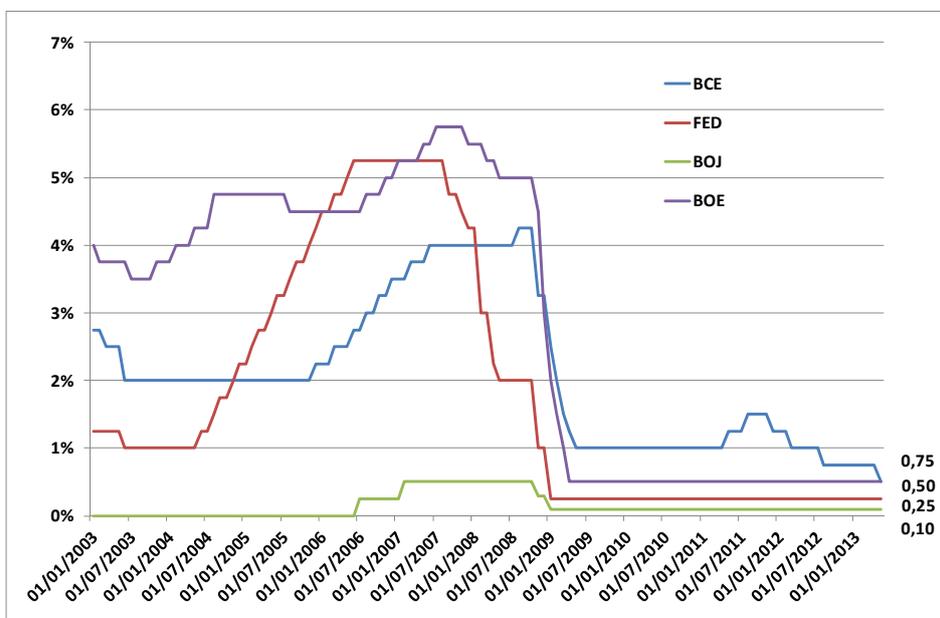
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE baisse ses taux directeurs

Lors de sa réunion du 2 mai 2013 à Bratislava, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,50 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Ces décisions sont compatibles avec de faibles tensions inflationnistes sous-jacentes à moyen terme. Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et du crédit demeurent atones. Dans le même temps, la morosité du climat des affaires a persisté au printemps de cette année. La baisse des taux d'intérêt devrait contribuer à soutenir les perspectives d'une reprise se produisant plus tard dans l'année » M. Draghi a également indiqué que « Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). En particulier, le Conseil des gouverneurs insiste sur le caractère crucial du futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et d'un mécanisme de résolution unique (MRU) dans le processus de retour vers un système bancaire intégré. Ces deux mécanismes doivent donc être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit, fin mars 2013, à 3 224 600, en augmentation de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+36 900 personnes). Sur un an, il progresse de 11,5 %. Cette hausse est la 58^e enregistrée depuis mai 2008.

Nouveau record du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 12,1 % en mars 2013 après 12,0 % en février. Il était de 11,0 % en mars 2012. Les taux de chômage les plus faibles parmi les Etats membres sont enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,4 %) au Luxembourg (5,7 %) et les plus élevés au Portugal (17,5 %), en Espagne (26,7 %) et en Grèce (27,2 % en janvier 2013).

Inflation

Hausse des prix en France au mois de mars

L'INSEE a publié, le 11 avril, l'indice des prix dans la grande distribution. Il en ressort qu'« en mars 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) croît de 0,8 %, après avoir augmenté de 0,3 % en février. Sur un an, il s'accroît de 1,0 % en mars, comme en février. En mars 2013, la hausse des prix provient, pour l'essentiel, de celles des produits manufacturés après la fin des soldes d'hiver et, dans une moindre mesure, de celles de certains services liés aux vacances d'hiver ainsi que de l'augmentation saisonnière des prix des produits frais. *A contrario*, les prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers, se sont repliés en mars. »

La hausse des prix dans la zone euro ralentit sensiblement et s'éloigne de la barre des 2 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,2 % par Eurostat en avril 2013, en baisse par rapport au mois de mars 2013, où il était de 1,7 %. Les prix de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac progresseraient le plus fortement (2,9 %), suivis par ceux des services (1,1 %), de l'énergie et des biens industriels (hors énergie).

Asie/Pacifique

Mise en œuvre des nouvelles cibles de la politique monétaire expansionniste du Japon

Le Conseil de politique monétaire (CPM) du 26 avril a annoncé que la Banque du Japon (BoJ) mettrait en œuvre les opérations monétaires nécessaires de manière à ce que la base monétaire progresse de 60-70 trillions de yen en rythme annuel. La BoJ vise un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, ce qui devrait permettre une remontée de l'inflation vers sa nouvelle cible de 2 %.

Abaissement de la note souveraine de la Chine

L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+. Fitch justifie sa décision par la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étrécissement relatif de la base fiscale. La note souveraine en devises reste pour sa part inchangée à A+.

Actualité législative

Projet de loi relatif à la consommation

Le projet de loi relatif à la consommation a été présenté en Conseil des ministres le 2 mai 2013. Il vise notamment à mettre en œuvre de nouvelles mesures pour lutter contre le surendettement des ménages. Le crédit renouvelable sera mieux encadré. Le Gouvernement va par ailleurs adresser une demande d'avis au Conseil d'Etat pour préparer un amendement du Gouvernement visant à instaurer un registre national des crédits. Ce registre a pour vocation de responsabiliser le prêteur au moment d'octroyer un nouveau crédit en donnant accès à une vision fidèle et exhaustive des emprunts déjà contractés par le consommateur.

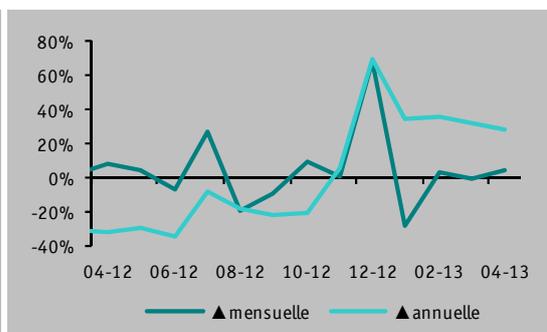
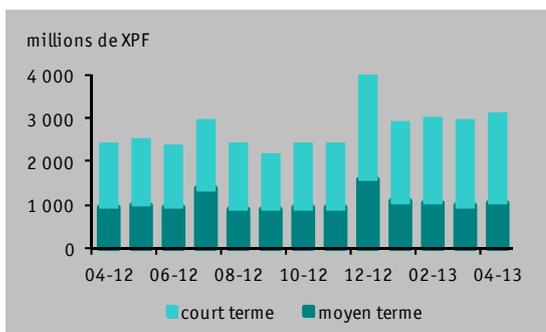
<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/consommation>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement en avril

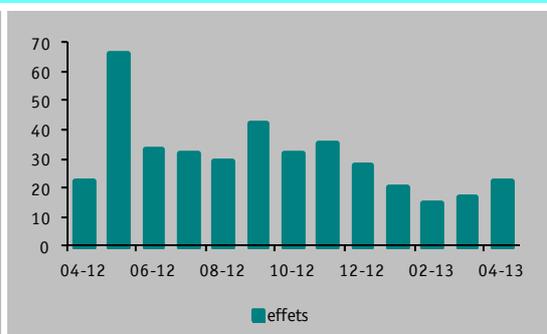
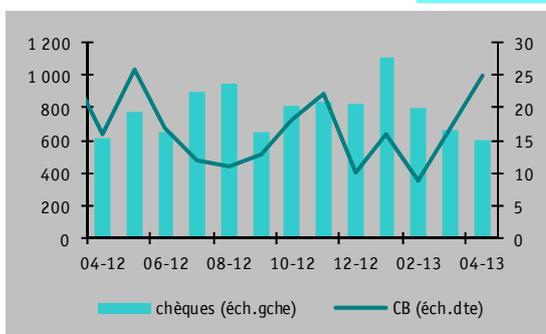
en millions de F CFP	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 502	2 034	2 095	3,0%	39,5%
Utilisations à moyen terme	933	943	1 015	7,7%	8,8%
Refinancement total	2 434	2 977	3 110	4,5%	27,8%



Incidents de paiement

Recul des incidents de paiements en avril

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	656	697	652	-6,5%	-0,6%
- sur chèques	618	663	605	-8,7%	-2,1%
- sur effets	22	17	22	29,4%	0,0%
- retraits de cartes bancaires	16	17	25	47,1%	56,3%



Interdits bancaires

Interdictions bancaires en retrait en avril

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 597	3 435	3 407	-0,8%	-5,3%
- dont personnes physiques	3 140	2 967	2 941	-0,9%	-6,3%
- dont personnes morales	457	468	466	-0,4%	2,0%

Cotation

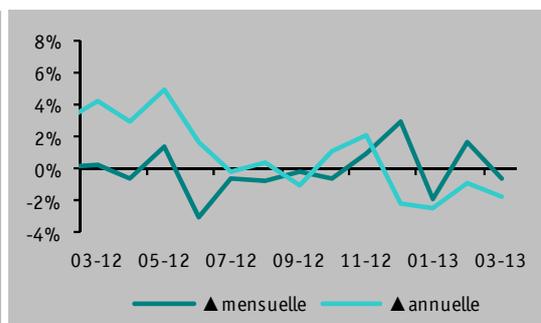
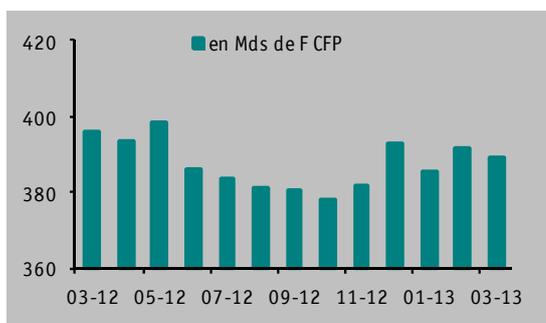
Hausse sur l'année du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 334	7 867	7 883	0,2%	7,5%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 260	1 393	1 388	-0,4%	10,2%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 631	1 843	1 860	0,9%	14,0%

Masse monétaire

Recul des dépôts à terme en mars

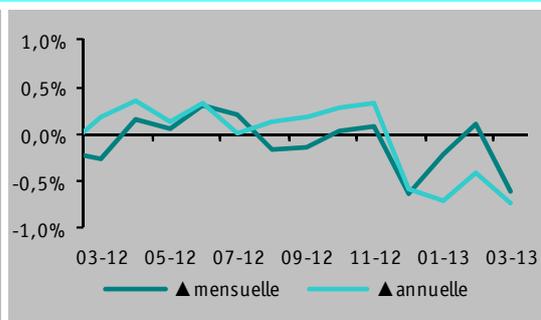
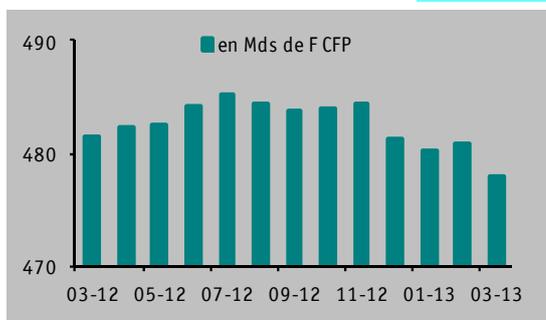
en millions de F CFP	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 011	14 729	15 074	2,3%	0,4%
Dépôts à vue	150 829	155 545	154 708	-0,5%	2,6%
Comptes sur livrets	99 574	98 900	98 761	-0,1%	-0,8%
Comptes d'épargne logement	317	372	397	6,7%	25,3%
Dépôts à terme	126 766	119 926	118 028	-1,6%	-6,9%
Autres	3 432	2 047	2 071	1,2%	-39,7%
Total M3	395 929	391 520	389 039	-0,6%	-1,7%



Concours des banques locales à l'économie

Léger repli de l'encours global des crédits en mars

en millions de F CFP	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	125 822	123 294	122 650	-0,5%	-2,5%
Crédits d'équipement	65 320	67 583	65 964	-2,4%	1,0%
Crédits à l'habitat	161 185	164 172	163 501	-0,4%	1,4%
Autres crédits	69 921	65 998	67 599	2,4%	-3,3%
Créances dout. brutes	59 224	59 740	58 213	-2,6%	-1,7%
Total CCB	481 472	480 786	477 926	-0,6%	-0,7%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Négociations autour d'un nouvel emprunt pour la Polynésie française

Le Territoire et la Banque HSBC sont en cours de négociation pour bâtir l'émission d'un emprunt obligataire sur 3 ans : d'un montant total de 21,4 milliards de F CFP, à un taux d'intérêt compris en 4,5 % et 6,5 %. La première tranche, d'un montant de 6 milliards de F CFP, serait débloquée cette année. Cette opération sur le marché obligataire, en attente de finalisation, devrait alors permettre de lever des ressources financières diversifiées auprès d'institutionnels (compagnies d'assurance, fonds d'investissement, etc.) sans recourir au canal bancaire.

Transport aérien

Renforcement du partenariat ATN/Air France

Le 15 avril 2013, Air Tahiti Nui et Air France ont sollicité l'autorisation du département des transports américains pour conclure un accord bilatéral de co-entreprise.

Celui-ci leur permettrait de coordonner leurs vols sur la ligne Paris-Los Angeles et d'accroître la fréquence de leurs vols. ATN, pour sa part, pourrait passer ses vols hebdomadaires de 3 à 5 en basse saison. La compagnie polynésienne serait également en mesure de proposer à sa clientèle l'accès au réseau d'Air France en Europe.

Nouvelles technologies

Regroupement des 3 filiales de l'OPT

Le 24 avril 2013, Tikiphone, TNS et Mana, ont été regroupées en une seule entité, la SAS Vini. Dans le cas de Tikiphone, spécialisée dans la téléphonie mobile, il s'agit d'une fusion-absorption, tandis que pour TNS (Télévision par satellite) et Mana (accès Internet), il y a dissolution sans liquidation. La création de SAS Vini devrait améliorer l'offre au consommateur (forfaits intégrant téléphonie, accès Internet et télévision).

Après négociations avec les syndicats de salariés des entreprises fusionnées, il a été décidé de conserver les personnels en contrat à durée indéterminée et non ceux en contrat à durée déterminée.

Consommation

Élargissement de la protection de la production locale

L'arrêté n°338 CM du 15 mars 2013 a validé une nouvelle réforme visant à soutenir la production locale. Ainsi, la liste des produits végétaux interdits à l'importation a été modifiée par le ministère de l'agriculture. De plus, le logo « Made in Fenua » devrait également être apposé sur davantage de produits locaux. L'objectif de ces réformes est de garantir la sécurité alimentaire tout en incitant les consommateurs à privilégier la production locale.

Logement social

Mesures d'accèsion à la propriété

Suite aux délibérations du conseil d'administration de l'OPH, plusieurs dispositifs ont été adoptés en faveur des locataires de logements sociaux, en conseil des ministres du 2 mai. Des conditions et des modalités financières ont été fixées pour faciliter les démarches administratives d'accèsion à la propriété, après trente ans d'attente. Ainsi, de nombreux locataires des lots d'Erma I, II et III pourront bénéficier de la cession des assises foncières appartenant à la commune d'Arue et à la SETIL. De même, les locataires des lots bâtis de Te Puhapa à Paea peuvent compter sur un report de la date butoir d'accèsion à la propriété, facilitant la rédaction du cahier de charges et des actes de ventes.

Agréments des opérations de construction pour l'exercice 2013

Lors du conseil des ministres du 2 mai, une enveloppe d'un montant total de 6,5 milliards de F CFP a été arrêtée dans le cadre du contrat de projets Etat/Polynésie française 2008-2013 pour le financement de la construction de logements sociaux. Sur ce total, 5,2 milliards seront alloués à l'habitat groupé financé à hauteur de 40% chacun par l'Etat et le Pays, les 20% restant devant être financés sur crédit. En habitat dispersé, le montant de 1,2 milliard sera financé à 45% aussi bien par l'Etat que par le Pays, et l'OPH interviendra à hauteur des 10% restant.

Assainissement

Financement des travaux d'assainissement de Papeete

A l'issue du conseil des ministres du 10 avril, une subvention d'investissement a été accordée dans le cadre du projet d'assainissement collectif de la ville de Papeete. Un montant de 1,6 milliard de F CFP devrait être alloué à la phase d'épuration des eaux usées qui est actuellement en cours dans la capitale.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : prix à la consommation

CPI en hausse de 0,4 % au premier trimestre 2013

L'indice des prix à la consommation (CPI) progresse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année (+0,2 % au quatrième trimestre 2012). Les hausses les plus significatives concernent les produits pharmaceutiques (+7,6 %), l'éducation (+6,5 %) et le tabac (+3,7 %). A l'inverse, les prix des fruits (-8 %) et des meubles (-6,8 %) contribuent négativement au mouvement global des prix à la consommation. En rythme annuel, le CPI augmente de 2,5 % sur la période (+2,2 % au quatrième trimestre 2012).

Nouvelle-Zélande : prix à la consommation

Progression de 0,4 % du CPI au premier trimestre 2013

En Nouvelle-Zélande, l'indice des prix à la consommation (CPI) enregistre +0,4 %. La plus forte contribution à la hausse provient de la catégorie « alcools et tabacs » (+4,4 %), touchée par une revalorisation de sa taxation. A contrario, les tarifs du groupe « loisirs et culture » reculent de 1,6 %, en raison de l'effet saisonnier sur les forfaits vacances. En glissement annuel, le CPI s'accroît de 0,9 %, comme au trimestre précédent.

Nouvelle-Zélande : secteur primaire

Baisse de la production laitière

La sécheresse record qui sévit en Nouvelle-Zélande, dans l'île du nord, depuis le début de l'année affecte sa production laitière. En effet, les pâturages ayant manqué d'eau, les éleveurs ont dû procéder à des abattages de vaches laitières.

Comme la Nouvelle-Zélande est le premier producteur mondial de lait, les cours mondiaux des produits industriels laitiers ont fortement progressé. Ainsi, le beurre a dépassé les \$ 4 500 la tonne alors qu'il situait en dessous de \$ 2 500 en 2012.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	/mois	/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	avr-13	106,1	107,9	108,1	0,1%	1,9%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	févr-13	117,4	114,9	115,5	0,5%	-1,6%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	mars-13	1 316	1 038	1 252	20,6%	-4,9%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	mars-13	11 764	12 074	10 173	-15,7%	-13,5%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars-13	1 937	2 418	1 251	-48,3%	-35,4%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mars-13	89	50	82	62,9%	-7,9%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars-13	116	82	94	14,6%	-19,0%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr-13	457	468	466	-0,4%	2,0%	
<i>(sources : ISPF, I E O M)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mars-13	1 724	1 685	1 600	-5,1%	-7,2%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mars-13	2 722	3 049	2 614	-14,3%	-4,0%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mars-13	256	196	152	-22,4%	-40,6%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	mars-13	3 140	2 967	2 966	0,0%	-5,5%	
<i>(sources : ISPF, I E O M)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mars-13	812	598	720	20,3%	-11,3%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mars-13	97	72	83	15,1%	-14,4%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	mars-13	154	39	54	39,5%	-64,9%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mars-13	144	174	125	-28,3%	-13,2%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mars-13	16	16	25	ns	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mars-13	65	33	42	28,6%	-35,4%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mars-13	83	20	44	124,4%	-47,0%	
Tourisme							
Nombre de touristes	févr-13	11 523	11 174	11 177	0,0%	-3,0%	
Taux d'occupation hôtelière (C PH)	avr-13	53,5%	61,1%	59,3%	-1,8 pts	5,8 pts	
<i>(sources : ISPF, C PH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	mars-13	57 225	57 414	58 736	2,3%	2,6%
	<i>Comptes sur livret</i>	mars-13	93 785	93 348	93 040	-0,3%	-0,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	mars-13	61 760	64 500	65 002	0,8%	5,3%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	mars-13	76 658	76 584	80 678	5,3%	5,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	mars-13	38 964	44 239	43 759	-1,1%	12,3%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	mars-13	77 634	77 140	76 513	-0,8%	-1,4%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	mars-13	139 938	143 483	143 224	-0,2%	2,3%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	mars-13	46 462	41 677	41 845	0,4%	-9,9%
	<i>Crédits d'équipement</i>	mars-13	55 867	58 360	56 776	-2,7%	1,6%
<i>(source : I E O M)</i>							

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	02/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux S G F G A S à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois			
	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1
EONIA	0,1020%	0,1120%	- 0,010 pt
EURIBOR 1 mois	0,1160%	0,1170%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2070%	0,2110%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,3150%	0,3350%	- 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,5100%	0,5470%	- 0,037 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			
	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1
TEMPE	0,8190%	0,0702%	+ 0,749 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1180%	+ 0,000 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2070%	+ 0,002 pt
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3300%	- 0,006 pt
EURIBOR 12 mois	0,5290%	0,5460%	- 0,017 pt
TMO	2,1000%	2,3100%	- 0,210 pt
TME	1,9000%	2,1100%	- 0,210 pt
TRBOSP	2,0200%	2,2700%	- 0,250 pt

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013
taux JJ	0,220%	0,180%	0,150%	0,106%	0,096%	0,094%	0,442%	0,600%	0,460%
3 mois	0,400%	0,430%	0,420%	0,156%	0,161%	0,161%	0,570%	0,610%	0,600%
10 ans emprunts phares	1,660%	1,870%	1,890%	0,600%	0,520%	0,670%	1,650%	1,770%	1,970%

taux de base bancaire		
	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,10%	01/07/2009
taux d'intérêt légal		
	taux	J O R F
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Prêts-relais	5,55%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,29%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	16,25%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,48%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,2881	1 NZD/XPF	78,1376	1 HKD/XPF	11,7624	1 GBP/XPF	141,3381	
100 JPY/XPF	93,7038	1 AUD/XPF	94,3409	1 SGD/XPF	73,9904	100 VUV/XPF	97,1774	1 FJD/XPF	50,9573